

d'autre l'on savait bien que l'enrôlement volontaire ne pouvait fournir pareil rendement.

L'on savait déjà une autre chose. Les économistes avaient parlé. Ils avaient démontré ce qu'il y a de factice dans la prospérité apparente qui enrichit tant de millionnaires présents ou futurs, et que crée seule l'industrie de guerre. Le peuple, les cultivateurs exceptés, avait appris, avant même les économistes, combien la vie devenait chère et dure. On le savait, et quand un ministre déclarait, d'un cœur léger, que nous irions jusqu'à la banqueroute pour sauver l'Empire, nos chefs politiques négligeaient de mettre un frein à cette exubérance de paroles qui se traduisaient en budgets fabuleux, en gaspillages scandaleux.

Et la faillite prévue, prédite depuis des années, de l'enrôlement volontaire, arriva. Notre parlement nous avait engagés à fond ; nous étions acculés à l'extrême ressource, qui, au début, eût pu être acceptée par une opinion préparée, mais que, en 1917, cette opinion, trompée par des promesses aussi imprudentes que solennelles, et facilement disposée à croire à la trahison, ne veut pas qu'on lui impose. L'opinion s'est cabrée, et nous nous sommes trouvés dans la plus fâcheuse des postures.

Nos chefs politiques, les uns, plus coupables, nous avaient conduit à ce désastre ; les autres, simples complices, nous y avaient laissé conduire.

* * *

Il y a cependant un cas exceptionnel. Parmi les chefs de l'opinion chez nous, parmi ceux qui ont la responsabilité de diriger des groupes importants d'esprits, d'orienter la nation vers ses destinées, M. Bourassa presque tout de suite, a jeté le cri d'alarme. La vigueur de sa pensée, sa facilité de parole et d'écriture, sa documentation formidable, son talent et surtout son caractère devaient lui donner, dans ces temps de crise, une influence sans égale sur ses compatriotes. Cette influence, il l'a ; elle dérive de l'admiration qui de toutes parts va vers lui.

Cette admiration pour le chef nationaliste — dont l'œuvre jusqu'à la guerre contient les choses nécessaires, essentielles, qui devaient être dites pour la nation canadienne-française et qui, sans